

## **Déclaration du Représentant de la République arabe syrienne**

J'ai le plaisir de représenter la République arabe syrienne à la quarante-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Cette tribune de premier plan favorise l'intensification des efforts et la mise en place de plans et de priorités en matière d'agriculture et d'alimentation face aux nouveaux défis qui se font jour. Elle offre aussi aux représentants des États membres l'occasion de discuter des enjeux de sécurité alimentaire en permettant l'échange de points de vue entre les organisations participantes.

Je tiens tout d'abord à remercier chaleureusement Monsieur Gilbert F. Houngbo, Président du FIDA, de m'avoir invité à cette réunion. C'est là une preuve que le FIDA fait confiance aux efforts menés sans relâche par la République arabe syrienne pour contribuer, avec tout le potentiel existant, au développement du secteur agricole et à l'amélioration des moyens d'existence des ménages ruraux. Ces efforts cadrent avec le message et la démarche adoptés par le FIDA pour concrétiser ses objectifs en matière de développement. Je remercie également l'ensemble du personnel du FIDA, dont les efforts inlassables et sincères concourent aux travaux et aux objectifs du Fonds tout au long du processus de développement, notamment dans les pays en développement.

Au cours des dernières décennies, le FIDA n'a pas ménagé ses efforts pour atteindre ses objectifs en faveur du développement économique et social. Il s'est employé avec constance et détermination à prouver le bien-fondé de ses méthodes et de son cadre d'action afin de mettre en œuvre ses programmes de lutte contre la pauvreté et la faim, en particulier dans les zones rurales les plus pauvres.

La coopération fructueuse entre la République arabe syrienne et le FIDA remonte à plus de 35 ans. De belles réussites globales ont jalonné cette période, grâce à la mise en œuvre de plusieurs projets pilotes qui ont eu des retombées positives sur une grande partie de la population. La première génération de projets portait sur le développement agricole et la mise en valeur des terres pour différentes espèces de cultures et d'arbres fruitiers (on comptait d'ailleurs 227 millions d'arbres jusqu'en 2011). La deuxième génération de projets visait à autonomiser les petits exploitants agricoles, les petits éleveurs pauvres et les femmes en milieu rural. Citons à ce titre le récent Projet de développement intégré de l'élevage, dont les bons résultats ont contribué à la hausse de la productivité et à l'amélioration du niveau de vie des ménages ruraux, et dont 20 000 personnes ont bénéficié jusqu'à la suspension du projet à la mi-2015.

En dépit des épreuves et des difficultés occasionnées par la guerre terroriste, le Gouvernement syrien a accordé une attention particulière à l'agriculture. Il a ainsi fait de ce secteur une des priorités de ses programmes de développement économique pour garantir un développement intégré, développer les zones rurales et préserver les ressources naturelles. Il a notamment continué de fournir toute l'aide possible pour favoriser la résilience et la stabilité des agriculteurs, des éleveurs et des personnes touchées par la crise, et a consacré d'importantes ressources financières à la mise en œuvre de nombreux projets de développement, parmi lesquels le Projet de développement intégré de l'élevage, qui a été prolongé grâce à l'appui du Gouvernement, malgré la suspension du financement, si bien que le nombre de bénéficiaires a atteint 68 000 personnes fin 2019.

La population rurale syrienne, qui a subi les conséquences de la guerre terroriste et les dommages causés aux terres agricoles (comme la destruction des infrastructures, des puits et des réseaux d'irrigation et la coupe et le brûlage d'environ 20 millions d'arbres), est impatiente que le FIDA reprenne ses travaux dans le pays et élargisse ses activités à tous les gouvernorats syriens. Ces activités contribueront, d'une part, à la réhabilitation des zones ciblées et à la

restauration de la productivité et du développement dans le secteur agricole et, d'autre part, à l'atténuation des souffrances des ménages ruraux pauvres, à l'amélioration de leur niveau de vie ainsi qu'à leur retour et à leur réinstallation dans leurs villages, notamment après le rétablissement de la sécurité dans la majeure partie du territoire syrien. Il est essentiel d'exécuter de nouveaux programmes de développement si l'on veut améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages ruraux, remettre en état les infrastructures économiques et sociales et reconstruire les capacités des collectivités rurales et des institutions agricoles, d'autant que la Syrie entre actuellement dans une nouvelle phase, marquée par le redressement, la reconstruction et le retour des populations dans les villages. Il faut donc exploiter tout le potentiel existant pour favoriser la résilience des réfugiés et renforcer leurs capacités d'adaptation.

Notre environnement fait face aujourd'hui à des changements climatiques de grande ampleur, qui contribuent à la pénurie de ressources en eau, à l'expansion de la désertification, à la régression des espaces verts et à la dégradation des sols, de l'eau douce, des océans et de la biodiversité, ce qui vient accentuer la pression sur les ressources disponibles.

Face à cette situation, il convient de tout mettre en œuvre pour assurer la pérennité et l'utilisation optimale de ces ressources si l'on veut éradiquer la faim d'ici à 2030, préalable indispensable à la réalisation d'autres objectifs de développement durable.

Pour garantir l'accès de chaque habitant à une quantité de nourriture suffisante, nous devons encourager les investissements en faveur de systèmes alimentaires durables, de la technologie, des sciences et des innovations, et améliorer les politiques à l'appui de ces objectifs de manière à répondre aux exigences futures sur le plan de l'alimentation et de la nutrition.

Nous devrions œuvrer à la mise en place d'une production agricole durable en incitant et en aidant les agriculteurs à mettre en œuvre de bonnes pratiques agricoles, en contrôlant l'utilisation des pesticides et des engrais agricoles en raison de leurs effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la pollution des eaux souterraines, en rationalisant les ressources naturelles, notamment les ressources en eau, en fournissant des technologies modernes aux petits exploitants, ainsi qu'en favorisant, entre les secteurs public et privé, des partenariats solides, essentiels au développement de systèmes alimentaires durables et performants, à la croissance économique et à la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels dans de meilleures conditions sanitaires.

Dans ce contexte, il est capital que le FIDA et d'autres organisations internationales mettent à profit de façon optimale les ressources disponibles en faveur de la sécurité alimentaire.

En conclusion, nous nous réjouissons à la perspective de nouer une collaboration plus étroite et plus constructive avec le FIDA, et nous espérons poursuivre nos travaux communs dans le cadre de nouveaux projets qui aideront les ménages ruraux à se réinstaller dans leurs villages, à rétablir leurs activités de production et à améliorer leurs moyens d'existence.

Nous avons bon espoir que notre action sera couronnée de succès et qu'elle contribuera sensiblement à atténuer les conséquences des crises sur les populations du monde entier.